

En bref

JEU DE FAMILLE

Le virus de la généalogie peut survenir à tout âge et l'enquête peut s'avérer longue. Pour savoir comment exploiter l'état-civil et utiliser les registres paroissiaux, les Archives départementales de l'Hérault – située 2 avenue de Castelnaud – propose une initiation à la généalogie mercredi 27 octobre, de 18 h à 20 h. Vous pourrez ainsi reconstituer tout ou partie de votre arbre généalogique. Réservation obligatoire au 04 67 14 82 14.

ALLONS VOIR SI LA ROSE...

La Maison départementale de l'environnement propose une sortie gratuite dans les jardins de la Pompignane, dimanche 24 octobre, de 14 h à 17 h. C'est Philippe Bambust de l'association Layanian qui fera découvrir aux participants la convivialité et la biodiversité des jardins partagés. Prévoir chaussures de marche et vêtements en fonction de la météo. Sur inscription au 04 99 62 09 40.

FEMMES, JE VOUS AIME

Dans le cadre de la Marche Mondiale des Femmes, une soirée spéciale sera organisée, demain vendredi, entre 18 h et 23 h, à la salle Pétrarque 1, rue de l'Embouque d'Or. Plusieurs invités comme la journaliste Joëlle Sembé-Nzeba, Raymond Kimina Assumani, et la psychologue Ritta Baddoura témoigneront du combat des femmes à travers le monde. Entrée libre.

HALLOWEEN A SHAKESPEARE

Pour célébrer Halloween, la médiathèque William Shakespeare propose aux visiteurs de plus de 16 ans une soirée gratuite, vendredi 29 octobre, autour d'un jeu vidéo de survival-horror, "The House of the Dead: Overkill". Avec un espace de formation aux nouvelles technologies, un espace d'animation, et une salle de projection, cette médiathèque représente un lieu idéal de convivialité et de jeu. De 19 h à minuit, quatre consoles de jeu seront mises à disposition des joueurs qui pourront s'affronter deux par deux. En incarnant l'agent spécial G, ils testeront la résistance de leurs nerfs dans une lutte sans merci contre des zombies et autres horreurs qui accompagneront leur aventure. Chaque console de jeu étant reliée à un écran, l'immersion sera complète. Nombre de places limitées à deux joueurs par console pour chaque partie. Inscription sur place ou par téléphone au 04 67 16 34 20.

UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY

ÉVACUÉE, LA FAC EST FERMÉE JUSQU'À LUNDI

Mardi, des étudiants de la faculté Paul Valéry avaient voté en assemblée générale le blocage de l'Université et l'occupation nocturne de l'Amphi A.

Une occupation jugée « *inacceptable* » par les responsables de l'UM3. « *Nous n'acceptons pas les occupations nocturnes à la fac qui sont bien souvent propices à générer des dégradations. Nous serons inflexibles sur ce point surtout qu'il y avait des éléments extérieurs à l'université* », indique Cécile Pousard, vice-présidente du CEVU, qui prend le relais de la présidente Anne Fraisse actuellement en déplacement en Chine pour signer un accord pour la création d'un institut franco chinois entre universités.

Dans ce contexte, la direction de l'UM3 a donc demandé l'intervention des forces de l'ordre pour évacuer les occupants de l'amphithéâtre. « *L'évacuation s'est déroulée mardi soir à 23 h 20 sans violence. Les occupants sont partis en courant* », poursuit la vice-présidente du CEVU. Depuis, la direction a également ordonné la fermeture administrative de Paul Valéry jusqu'à lundi prochain « *pour permettre un retour au calme* ». En conséquence, les cours sont suspendus et un conseil d'administration extraordinaire se tiendra la semaine



La direction de la fac a ordonné la fermeture administrative de l'UM3.

prochaine pour décider des mesures à prendre et des modifications de calendrier.

Une fermeture qui ne décourage pas pour autant un petit groupe d'étudiants qui se sont réunis hier matin devant les grilles de la fac

pour décider des prochaines actions à mener. Sur ce dernier point, on ne peut malheureusement pas vous en dire plus, les médias étant *persona non grata* dans ce type de rassemblement. •

F. Bessière

VOYAGE, VOYAGE

MANDROUX A NAGOYA, MAIS POURQUOI FAIRE ?

Hélène Mandroux va encore améliorer son compte S'Miles cette semaine. Le maire doit en effet se rendre aujourd'hui à Reims pour présider le colloque de l'Association des Villes universitaires de France. De là, elle partira pour une petite promenade de quatre jours... au Japon. A la tête d'une délégation, l'élue se rendra en effet, du 23 au 27 octobre, au sommet des villes pour la biodiversité à Nagoya. Une conférence sous l'égide de l'ONU où Hélène Mandroux côtoiera les représentants de New York, Londres, Abou Dhabi et Sao Paulo. Au milieu de ces mégapoles de plusieurs millions d'habitants, le maire de Montpellier tentera de faire entendre sa voix en présen-

tant les "mesurettes" destinées à maintenir la biodiversité sur la commune. Reste à savoir si ce sommet mondial mérite vraiment le déplacement d'une délégation montpelliéraine à l'heure où la ville est asphyxiée par les embouteillages. •

J.-M. S.



Le maire va encore faire ses valises.

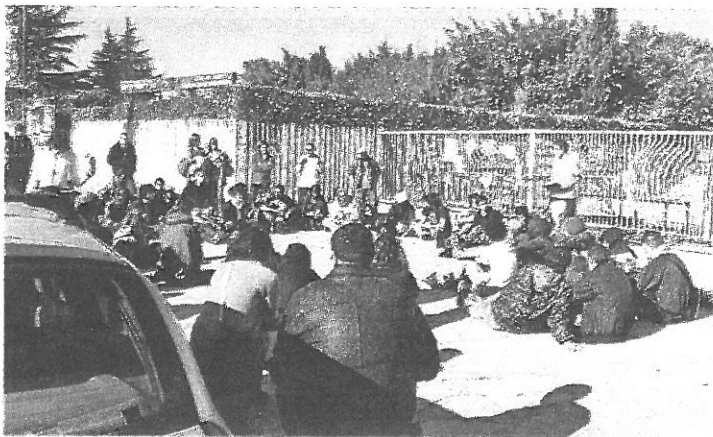
UFC-QUE CHOISIR

LES BANQUES ÉPINGLÉES

L'UFC-Que choisir de Montpellier vient de rendre publique une enquête réalisée auprès de 34 agences de l'agglomération montpelliéraine entre le 11 juin et le 13 septembre pour connaître la banque la moins chère sur les huit produits les plus courants, et vérifier l'effectivité du service d'aide à la mobilité bancaire. Le constat est dur : « *Aucune banque ne peut prétendre être la moins chère sur chacun des produits* », estime l'UFC qui souligne le « *manque de transparence sur les tarifs* » ainsi qu'une « *hausse injustifiée entre 2004 et 2010 sur des produits stratégiques : carte bancaire classique, commission d'intervention par incident, retrait au distributeur* ». •

L'AFEM A PROPOS DE L'UM3

« ON NE VEUT PAS D'UN NOUVEAU BLOCAGE »



La fac est fermée administrativement depuis mardi dernier suite à un blocage nocturne.

Alors que l'Université Paul-Valéry doit rouvrir ses portes ce matin après une fermeture administrative décidée mardi dernier suite à l'occupation nocturne de l'am-

phi A par quelques étudiants, l'AFEM (Association Fédérative des Etudiants de Montpellier) tient justement à revenir sur les événements de la semaine passée.

« Contrairement à ce que le Président de l'UNEF Montpellier a déclaré aux médias, les associations étudiantes et corps de Paul Valéry n'étaient pas pour le blocage de la fac et l'occupation nocturne, explique Antoine Mariotat, président de l'AFEM et étudiant en 3e année de psychologie. Ces événements sont le fait d'une minorité d'étudiants voire même de gens extérieurs à la fac dont la participation aux assemblées générales a pour seul but la radicalisation du mouvement. » Des associations qui se positionnent donc contre le blocage de l'université mais pas contre : « Le mouvement de protestation concernant la réforme des retraites. Beaucoup d'étudiants souhaitent pouvoir étudier et aller en cours. Nous espérons donc qu'il n'y aura pas un nouveau blocage » poursuit le jeune homme. A noter qu'une assemblée générale est prévue ce matin à Paul-Valéry. **•F. B.**

COUP DE GUEULE

Le Mouvement des Etudiants (MÉT), associé à la droite universitaire, regrette et dénonce les égos surdimensionnés de certains présidents d'universités dans le cadre du Grand Emprunt. « Ils semblent oublier qu'il s'agit là de l'intérêt des étudiants, explique Mathieu Soliveres. A cause d'histoires d'égos, Montpellier risque de ne pas être retenue pour bénéficier des financements exceptionnels de l'Etat (N.D.L.R., le montant versé par l'Etat pour financer les projets d'Initiative Excellence devrait avoisiner le milliard d'euros). Il en va de la reconnaissance mondiale du campus universitaire de Montpellier, poursuit le jeune homme. « Nous espérons donc que les trois présidents sauront mettre leurs égos de côté pour trouver un accord et ainsi mettre en place un modèle de gouvernance adapté ». L'appel est lancé.

NOUVEAU CALENDRIER ?

Suite à la fermeture de l'Université Montpellier 3 durant presque une semaine, le Conseil d'Administration de la faculté devrait se réunir en fin de semaine pour décider d'éventuelles modifications de calendrier pour que les cours puissent être rattrapés.

CAMILLE TELLO. Il était un des leaders de la lutte contre le CPE, il marche aujourd'hui pour les retraites. Il était étudiant, il est devenu précaire, il nous explique ses choix de lutte et de vie.

« La jeunesse peut faire pencher la balance »

Nous avons fait sa connaissance en 2006 quand, étudiant à l'université des sciences à Montpellier, il se battait au premier rang contre la réforme du CPE*. Nous l'avons retrouvé en situation de précarité dans la dernière manif contre la réforme des retraites. Camille Tello, 26 ans, né dans les Hauts cantons de Béziers d'une famille fière de ses quatre générations de cheminots, a bien voulu retracer avec nous son jeune parcours de vie et de lutte. S'il a gardé la fraîcheur de ses premières révoltes, la détermination de ses idées généreuses et sociales, il peine sous le poids des deux années de galère qu'il vient de vivre à la recherche improbable d'une véritable entrée dans la vie active. Entretien au cœur du cortège.

La lutte contre le CPE, ça résonne comment en toi ?

« C'était unique. Ça faisait 40 ans qu'il n'y avait pas eu de mouvement à la fac des sciences de Montpellier. Après deux mois de débats, on a construit un blocage. Je m'en souviens comme d'une bataille pour gagner. On a fait chuter un gouvernement de droite. C'était une belle victoire de la jeunesse pour la jeunesse. On a aussi gagné en conscience politique chez les jeunes mais on a perdu la bataille de la structure et surtout des revendications qui allaient au-delà du CPE : des logements sociaux, de meilleurs salaires, des contrats non précaires...

Deux ans plus tard, c'est la réforme de la LRU des universités qui t'a motivé...**

A ce moment-là, j'étais toujours étudiant mais aussi à côté, pour vivre, auxiliaire de vie scolaire en maternelle. J'avais l'espoir de devenir instituteur, mais la même année, Sarkozy a mis le concours à Bac +5 au lieu de Bac +3. Ça a définitivement rayé mon avenir. Et en même temps, je me battais contre cette loi qui ouvrait la porte des universités à la privatisation et à la concurrence. On a créé un collectif qui allait de la maternelle à l'université. Et j'étais bien placé pour comprendre qu'on voulait carrément supprimer la maternelle, qu'on supprimait des postes dans l'enseignement - 80 000 en quatre ans - ... Je me battais contre tout ça et en même temps, je me disais que je n'avais pas d'avenir.

Pourquoi pas d'avenir ? Tu étais étudiant...

Oui mais la loi LRU m'obligeait à faire deux ans de plus, j'avais des difficultés à finir ma licence et je savais qu'il me faudrait deux ou trois ans pour obtenir le concours d'instituteur étant donné qu'il y avait de moins en moins de postes au concours. Ça m'engageait à 5 ou 6 ans d'études, c'était trop long.



« Je dois trouver des travaux alimentaires pour pouvoir cotiser alors que ma retraite est repoussée de deux ans ».

Donc tu as essayé de trouver du boulot ?

J'aimais l'enseignement, j'ai essayé aussi le multimédia ou l'audiovisuel, mais c'est un secteur en crise et je n'avais pas d'expérience. J'aime aussi la musique, j'ai un groupe de rock qui s'appelle Tasma... mais je n'ai pas trouvé de boulot dans ce domaine non plus. Je n'avais pas d'ambitions démesurées. Quand j'étais enfant je pensais avoir un emploi stable, de quoi manger, me loger, me chauffer. Je pensais que c'était suffisant. Ça n'était même pas possible. Pour moi, le timing n'a pas été bon. Je dois aujourd'hui faire des petits boulots, saisonniers. Mais il ne faut surtout pas oublier que je ne suis pas un cas isolé.

Mais tu es là dans cette manif pour les retraites. Es-tu syndiqué ?

Je n'ai pas d'emploi, j'ai toujours été précaire, je ne suis pas syndiqué mais je suis dans la lutte en tant que chômeur et en solidarité avec les salariés, les anciens. Ce mouvement me fait plaisir. Il me rappelle celui de 95, même si j'étais enfant, mais je suis d'une famille de cheminots. En même temps, on parle de retraite alors que je n'ai pas d'avenir et que je dois faire des choix par défaut, trouver des travaux alimentaires pour pouvoir cotiser alors que ma retraite est repoussée de deux ans.

As-tu de l'espoir ?

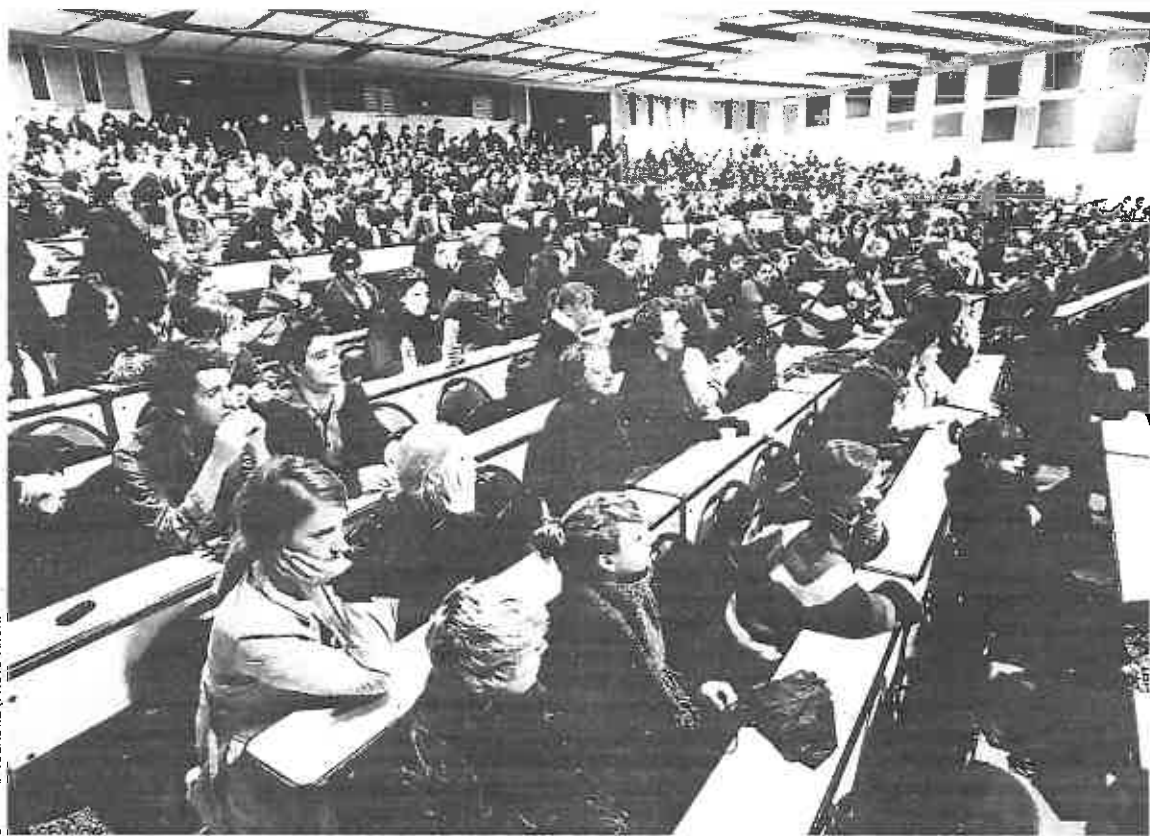
Oui aujourd'hui [mardi dernier Ndlr] il y a un cortège d'étudiants qui n'était pas là mardi dernier. Je pense que la jeunesse peut faire pencher la balance. Le fait que les lycéens soient partis en premier avant les étudiants, prouve qu'ils ressentent naturellement la précarité qui les attend et qu'ils refusent. J'ai espoir qu'on ira au bout car on grandit chaque jour et en plus, l'opinion publique est avec nous. J'espère que ce mouvement ira au-delà du problème de la retraite.

Mais les vacances scolaires sont là...

Elles ne démobileront pas. On est à un tournant du sarkozysme. Il va devoir se plier au peuple. Il passait pour imbattable, le Dieu tout puissant. On a ouvert une brèche. N'oublions pas qu'après la réforme des retraites, il y aura celle de la Sécu. Et même si on perdait, on aurait gagné en conscience. Le gouvernement ne supporte pas que les gens prennent en conscience.

PROPOS REÇUEILLIS
PAR ANNIE MENRAS

* Contrat première embauche retiré après plusieurs mois de lutte.
** Loi sur la responsabilité des universités.



DAVID MAUGENDRE (PHOTO ARCHIVES)

Malgré la fermeture de la fac de lettres la semaine dernière, la mobilisation des étudiants reste intacte.

Université. Dès la réouverture de Paul Valéry hier matin, 1 200 étudiants ont assisté à l'assemblée générale.

Le blocage de la fac se poursuit sans occupation de nuit

Mercredi dernier, quatre universités des lettres ont été brutalement fermées par leur direction « pour raisons de sécurité » : Rennes 2, Lyon, Saint-Étienne et Montpellier 3. Un coup d'estoc au mouvement social, mis en veille cette semaine du côté des lycées et de la fac de science par les vacances de la Toussaint. Les étudiants n'ont pas baissé les bras pour autant, continuant à se réunir à la fac de science jusqu'à vendredi et réinvestissant la fac de lettres dès sa réouverture hier matin.

Ainsi, la mobilisation est repartie de plus belle. Les cours ont été bloqués et la première assemblée générale a fait mieux que le plein. L'amphi A débordait et ne pouvait accueillir les 1 200 étudiants voulant assister aux débats. « Pour rester cinq heures en AG, c'est qu'ils étaient déterminés », appuie Gabriel Holard, président de l'Unef Montpellier. Après de longues discussions entre pro et anti blocage, un accord s'est dessiné vers 16h30 : « Plus de 90% de l'amphi a voté contre l'occupation de nuit de la faculté, qui était une idée extrêmement mauvaise, soutenue par la corpo de droite pour faire pourrir le mouvement. C'était d'ailleurs le prétexte qu'avait pris l'administration de la faculté pour imposer une fermeture administrative », rappelle Gabriel Holard.

Blocage jusqu'à jeudi matin

Il a donc été décidé un blocage des

cours à Paul Valéry jusqu'à jeudi matin 9h30, date de la prochaine assemblée générale. Ce midi, les étudiants se rendront au rendez-vous lancé par l'interprofession sur la place de la Comédie et jeudi, à 15h, ils grossiront les rangs de la manifesta-

L'intersyndicale au quotidien

L'intersyndicale complète poursuit ses actions tout en préparant la manifestation nationale massive de jeudi prochain (départ à 15h des rives du Lez, arrivée au Corum).

Hier matin, à 7h30, une distribution massive de tracts a été organisée à Garosud.

Du côté des cheminots, la mobilisation est maintenue avec des débrayages quotidiens.

Ce matin, les militants se sont réunis pour réaliser des affiches et banderoles qui vont être placées à toutes les entrées de Montpellier.

A 12h, est organisé un repas de lutte sur la place de la Comédie avec une soupe au pistou et des grillades au profit de la caisse de solidarité.

Demain, un déploiement est prévu sur quatre ronds-points stratégiques de la ville : le grand M, la Lyre, Castelnaud et Mermoz.

Samedi, une autre manifestation est prévue au départ des rives du Lez à 15h, arrivée au Peyrou.

tion nationale.

Entre temps, leur objectif est de toucher les étudiants de Montpellier 1 (Droit) et la faculté de Richter dont les cours se poursuivent. « Il est très difficile de les mobiliser car ces universités sont clairement hostiles à la construction d'un mouvement », souligne Thomas Declerc, secrétaire général de l'Unef Montpellier. Les étudiants subissent une politique de répression très forte. La semaine dernière, la faculté de droit avait installé un barrage filtrant avec des vigiles et un contrôle des cartes d'étudiant à l'entrée. »

Pas de nouvelle fermeture

Si la mobilisation en droit ou en éco n'est pas gagnée, celle de la fac de lettres n'a pas dégonflé, bien au contraire.

Face aux décisions prises en AG, la direction de l'université Montpellier 3 déclare « s'efforcer de maintenir ouverts les locaux et demande aux étudiants et aux personnels de ne pas renoncer à être présents sur le campus ». Un conseil d'administration extraordinaire se tiendra vendredi prochain pour « décider des modalités d'aménagement du calendrier universitaire de façon que tous les enseignements puissent être rattrapés ».

Une réflexion qui présage peut-être un peu vite de la fin prochaine du mouvement.

HG

Université. Nombreuses manifs annoncées pour aujourd'hui.

Journée d'actions dans les facs

Le syndicat étudiant Unef prévoit « plusieurs dizaines d'actions » ce mardi, dans le cadre d'une journée de mobilisation qu'il a lancée contre la réforme des retraites, avec des rassemblements à Paris, Marseille, Bordeaux, Lyon, Toulouse, notamment.

« A Paris, les étudiants se rassembleront devant le Sénat à 14h30 lors d'une action « monte le son du sonotone ! » afin de se faire entendre des sénateurs lors du vote définitif de la loi portant réforme des retraites », écrit l'Unef dans un communiqué.

En province, l'Unef prévoit des rassemblements à Marseille (mairie), Aix-en-Provence (mairie), Douai (siège local du Medef), Bordeaux (hôtel de ville), Grenoble (lycée Champollion), Lille (place du Général de Gaulle), Vannes (hôtel de ville), Lyon (permanence locale de l'UMP),

Metz, Perpignan et Reims.

A Toulouse, le rassemblement à 11h devant la bourse du travail sera « suivi d'une action en centre-ville », précise l'Unef.

Des étudiants entendent déployer une banderole à Tours, Montpellier et Strasbourg. A Nice est aussi prévu un pique-nique devant la faculté des sciences à Valrose.

Par ailleurs des assemblées générales sont prévues à Paris-1, Paris-7, Paris-8, Paris-13, Evry, Aix-en-Provence (lettres) et Nantes (site de Sciences), a précisé l'Unef, selon laquelle 11 AG devaient se tenir lundi.

L'Unef, première organisation étudiante, a appelé vendredi jeunes et étudiants à une journée d'« actions partout en France », mardi, pour montrer que la mobilisation se poursuit pendant les vacances de Toussaint.

Grève Facs fermées mais étudiants mobilisés

Midi
Libre

Mercredi 27 octobre 2014

SOCIAL

→ Le mouvement étudiant contre la réforme des retraites se poursuit durant les vacances

Ils n'étaient que 250 étudiants à s'être mobilisés, hier, sur la place de la Comédie.

« Peu importe le nombre, l'objectif est de rythmer la mobilisation, de continuer à montrer que nous sommes non seulement concernés par cette réforme mais que nous continuons à la combattre », se justifiait Anissa Bentaoune, 21 ans, étudiante en deuxième année de droit.

« La mobilisation a atteint un niveau bien trop historique pour qu'elle s'arrête pendant les congés »

C'est en effet la fac de droit qui est actuellement la seule ouverte. Montpellier II est en vacances, Richter aussi et Paul-Valéry est bloquée à la suite du vote de l'assemblée générale qui a rassemblé 1 200 étudiants. Du coup, hier, ce sont essentiellement les étudiants de la fac de let-



Ambiance pique-nique, hier, entre midi et 14 h, « pour montrer qu'on est toujours là ». Photos Michel PIEYRE

tres, Montpellier III, qui constituait le gros des troupes. Rejoins par quelques salariés et syndicalistes de la CGT, CFDT, FO et FSU.

Pour Gabriel Holard-Sauvy, le jeune président de l'Unef, âgé de 19 ans et étudiant en maths, « il s'agit avant tout de montrer au gouvernement que la mobilisation a atteint un niveau bien trop historique pour qu'elle s'arrête du-

rant les vacances ».

Quelques lycéens de Clermont avaient également rallié ce sit-in, qui aura à peine duré le temps d'une pause déjeuner au soleil, à cheval sur l'esplanade et la Comédie.

L'Unef et Sud promettent d'être présents à la manifestation de demain et s'organisent déjà pour mardi prochain, jour de reprise des cours dans toutes les universités. ●

Sandra CANAL

Demain

La prochaine manifestation contre la réforme des retraites aura lieu demain.

Le départ est prévu à 15 h. Comme lors des précédentes éditions, le cortège partira des Rives du Lez, sous la place de l'Europe.

« Frèche nous racontait ses souvenirs de l'Unef... »

Évidemment, les étudiants sont tous au courant du décès de Georges Frèche, même si, comme le disait, hier, le président de l'Unef Montpellier, Gabriel Holard-Sauvy, « ce n'est pas leur préoccupation principale car la majorité des étudiants sont en première et deuxième année et ne viennent pas de Montpellier. À part peut-être ceux qui sont en droit et l'ont eu comme prof ».

Georges Frèche et l'Unef, c'est quand même toute une histoire. « C'est particulier, en effet. Il était un ancien de l'Unef et, malgré les désaccords, on arrivait toujours à discuter avec lui, ce qui est rare au plan national. Son écoute était précieuse, il

nous respectait beaucoup. Et puis, il ne pouvait s'empêcher de nous parler de ses souvenirs à l'Unef, de l'époque maoïste, des barres de fer et de ce contexte totalement différent d'aujourd'hui. Reste que Georges Frèche a permis à Montpellier de devenir une grande ville étudiante », concluait Gabriel Holard-Sauvy.

En coulisses, quelques blagues commençaient à fuser : « Où est-ce qu'ils vont mettre sa statue ? Peut-être sur le campus ? » ●



Gabriel Holard-Sauvy.

Témoignage. Un prof de fac hors norme(s)

Histoire du droit économique.

Ou quelque chose comme ça. En fait, le nom de la matière, je ne m'en souviens plus vraiment. Pourquoi j'avais choisi cette option ? Pour Georges Frèche bien sûr ! Un prof pas comme les autres, le maire.

Les élèves des promos précédentes en parlaient et continuaient parfois à venir citer les bancs de l'amphi, même une fois leur diplôme validé, rien que pour l'écouter. Les souvenirs sont fugaces mais très précis. Comme ce premier cours... qui n'avait absolument rien d'un cours. Tant pis pour les plus studieux, les leçons de Frèche, plein d'humour et le sens acerbé du mot, allaient là où son esprit était, exactement comme dans ses discours. Car, et il le savait, chacun d'entre nous était un électeur potentiel.

Alors tant pis - ou plutôt tant mieux - pour le programme mais ce n'est pas avec lui que l'on usait les stylos et gaspillait les feuilles. Tout l'amphi l'a vite compris. Par la suite, rares étaient ceux qui prenaient encore des no-



Le professeur Frèche en action à la faculté de droit, en novembre 1997. Archive Jean-Michel MART

tes. Et puis, combien de fois notre emploi du temps a-t-il été allégé ? Mais, sur un semestre, ses quatre, cinq apparitions avaient été une vraie leçon d'histoire, de politique et d'économie.

Du coup, l'oral de fin d'année était teinté d'appréhension. Surtout quand la légende du campus s'en mêlait. Un jour, faute de temps, un étudiant aurait passé son examen dans la voiture, accompagné ainsi monsieur le maire jusqu'à l'aéroport puis bénéficiant du véhicule avec chauffeur

pour se faire déposer chez lui. Que pouvait-il se passer avec cette nouvelle promo ? Faute de temps, l'oral devint un écrit. Ce fut un soulagement d'avoir évité l'affrontement sur un programme dont on ne cernait pas les contours mais aussi une déception de ne pas avoir approché l'homme de plus près.

Enfin, cette anecdote avec cet homme, 50 ans, assurément pas un étudiant, qui vint un jour assister aux dernières minutes d'un cours en prenant place tout en haut de

l'amphi. Fin du cours. Frèche le rejoint directement. Le début d'année avait été difficile. Nous, étudiants, avions battu le pavé. Peu importent les revendications mais l'enthousiasme y était. Que dit-il ce jour-là à son interlocuteur anonyme ? « Tu comprends bien qu'on ne peut pas les faire défiler indéfiniment ! » Plus tard, notre meneur du défilé deviendra l'un de ses plus proches collaborateurs... Nous avions donc été si naïfs. Monsieur Frèche, merci pour la leçon ! ●

Th. J.

Grand emprunt : les universités n'ont plus qu'un mois pour s'entendre

Les trois universités montpelliéraines peinent à tomber d'accord sur un projet "d'excellence". Si elles n'y parviennent pas avant le 17 décembre, elles risquent de laisser filer un milliard d'euros.

Le problème c'est qu'il faudrait des années pour que le processus se fasse bien et dans la douceur", soupire Éric Buffenoir, vice-président de l'université Montpellier II. Mais nos trois universités ne disposent que de quelques semaines pour aboutir à un projet commun qui engage l'avenir de la recherche montpelliéraine. Et compte tenu des divergences actuelles, pas sûr qu'elles y parviennent. En tout cas, pas sûr qu'elles y parviennent du premier coup. Le 22 octobre dernier, René Ricol, l'homme chargé de distribuer les 35 milliards du grand emprunt Sarkozy, en visite à Montpellier, découvre avec stupeur que Montpellier I et Montpellier II portent chacune un projet de candidature aux "initiatives d'excellence". René Ricol gronde : "Il n'y aura que huit projets retenus en France. Si les trois présidents d'université de Montpellier ne font pas converger leur vision et ne se mettent pas à marcher ensemble, ils manqueront le rendez-vous."



De gauche à droite : Philippe Augé, président de Montpellier I, Dominique Deville de Perrière, présidente du pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES), Anne Fraïsse, présidente de Montpellier III, Danièle Héris, présidente de Montpellier II, et Éric Buffenoir, vice-président de Montpellier II. Lors de la rentrée solennelle de la fac de droit, en 2008.

Superstructure

D'ici le 17 décembre, 13h, les trois présidents devront avoir renvoyé un seul et unique dossier. Dans le cas contraire, adieu le milliard d'euros destiné à propulser le site universitaire de Montpellier au rang des meilleurs mondiaux. "Avons-nous les moyens de passer à côté de cette somme?", s'inquiète Anne-Yvonne Le Dain, vice-présidente de la Région en charge de la recherche. À un mois de l'échéance, cette élue tape du poing sur la table et sous-entend que les subventions régionales pourraient être revues à la baisse si les universités ne parviennent pas à s'entendre : "On se posera la question de savoir si on continue à mettre dix millions d'euros par an si les universités ne s'accordent pas." Malgré les multiples tentatives de rapprochement, deux visions de "gouvernance" continuent d'opposer principalement Montpellier I et Mont-

pellier II. D'un côté, Montpellier I (médecine, droit, éco) milite pour la création d'une superstructure qui rassemblerait organismes et instituts de recherche (Inserm, CNRS, Inra...), universités, collectivités territoriales et partenaires privés. Ce serait un pôle de recherche et d'enseignement supérieur renforcé (PRES 2). En face, Montpellier II (sciences et techniques) et Montpellier III (arts, lettres et sciences humaines) refusent l'idée.

Pour Montpellier II, créer un PRES 2 revient à affaiblir l'Université en transférant le pouvoir à l'extérieur de ses instances. Montpellier II, qui revendique à elle seule "l'essentiel des projets d'excellence", imagine mal être représentée au même titre qu'une petite école d'ingénieurs au conseil d'administration d'un PRES. Pour Anne Fraïsse, présidente de Montpellier III, "le PRES est

quelque chose d'extrêmement coûteux qui vient rajouter une couche administrative supplémentaire. Pour moi, ce ne serait pas efficace."

Plutôt qu'un PRES 2, Montpellier II propose de créer une structure universitaire d'un nouveau genre qui repose sur un modèle d'organisation différent et un peu plus complexe : un grand établissement. Mais pour Philippe Augé, président de Montpellier I, "il est inconcevable en quelques semaines d'imaginer des structures totalement nouvelles, pas encore expérimentées". Et Philippe Augé refuse de suivre Montpellier II dans cette solution "qui fait peur à beaucoup de gens de la communauté universitaire". Le statu quo dure ainsi depuis plusieurs mois.

Repêchage

Après la visite de René Ricol, les trois présidents d'université ont néanmoins esquissé une première avancée. Ils se sont mis d'accord pour que les crédits des initiatives d'excellence soient gérés par une seule et unique fondation de coopération scientifique (FCS). Mais problème : à quoi doit être adossée cette fondation ? À un PRES, répond Montpellier I. À un grand établissement, répondent Montpellier II et III. C'est le serpent qui se mord la queue. Pour les aider,

un cabinet d'audit international vient seulement d'être désigné. Tous espèrent que l'arrivée de ce nouvel intervenant permettra de trouver une solution à temps. Mais nombreux sont les acteurs du dossier qui ne se font plus guère d'illusions sur les chances de Montpellier de décrocher les crédits des initiatives d'excellence lors de la première vague. Même si

Montpellier parvient à déposer sa copie d'ici le 17 décembre, il y a de fortes chances pour que le jury international tique sur un projet élaboré en si peu de temps. Pressentant que tout n'irait pas forcément de soi, le gouvernement a prévu d'organiser une session de repêchage à partir de janvier 2011. Cela suffira-t-il à ces extravagants Montpelliérains ?

YANN VOLDOIRE

>> Le campus démarre par les cités U

L'Opération campus démarre avec la réhabilitation des cités universitaires la Colombière, le Triolet, le bâtiment D de Boutonnet et la cité des Cigales (Sup'Agro). Le chantier devrait s'étaler de décembre 2010 à septembre 2011. Environ six cents chambres seront créées pour un montant avoisinant les treize millions d'euros. C'est Nicolas Sarkozy qui a annoncé le lancement des cinquante-huit premiers chantiers du Plan campus (dont ceux de Montpellier), mercredi 27 octobre, à l'occasion de l'inauguration de l'exposition "Douze Campus du XXI^e siècle" au palais de Chaillot à Paris.



PHOTO VILLE DE MONTPELLIER

(de gauche à droite) Dominique Deville de Perière, Hélène Mandroux et Anne-Yvonne Le Dain le promettent. Les premiers coups de pioche devraient être donnés en 2012 pour la fac de médecine, le pôle chimie Balard et l'Atrium. Livraison prévue 2014-2015. Le cœur de campus sera fini vers 2017.

Enseignement. On connaît les architectes qui façonneront l'université unique. Toujours pas ce à quoi elle ressemblera.

Le Plan Campus cherche son chemin

Le Plan Campus à Montpellier, c'est un peu comme un labyrinthe. Une fois dedans, plus on avance, moins on a l'impression d'en entrevoir l'issue. Ce n'est pas que les différents acteurs y mettent de la mauvaise volonté. Encore qu'il subsiste quelques querelles d'ego ici ou là. Mais l'État a façonné cette vaste opération immobilière de manière si tordue que les porteurs du projet peinent eux-mêmes à s'y retrouver. Alors les gens... « On croise encore du monde qui nous demande où sera construite la future université unique ! », illustre Dominique Deville de Perière, présidente du Pres*, structure provisoire qui doit conduire les trois universités de Montpellier à fusionner.

Si tout va bien - autant dire que ce n'est pas gagné - l'université Montpellier Sud de France chère à Georges Frêche verra le jour au 1er janvier 2012. Une entité purement administrative puisque les sites existants seront conservés par les trois universités actuelles. Conservés mais aussi rénovés, complétés par de nouvelles constructions et surtout liés entre eux autour du cœur de projet : Triolet-Paul Valéry-pôle chimie Balard- CNRS. « L'idée c'est de remettre l'étudiant au cœur du Campus, lui faire redécouvrir la ville », explique Patrick Tondat, directeur général chargé du Plan Campus au Pres.

C'est dans cet esprit qu'un jury vient de sélectionner non pas un mais deux lauréats. Dans les vingt prochaines années, il reviendra aux cabinets « Hargreaves » et « N+B Architecture » de façonner le futur campus de Montpellier. Chaque cabinet, titulaire d'un marché d'études et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, a déjà choisi

sa ligne directrice. Du côté de l'américain Hargreaves qui a participé au projet des J-O de Londres 2012, on a opté pour le volet paysager et l'eau comme fil conducteur de « l'unité dans la ville ». « Un campus habité pour une vie sensorielle », tel est le leitmotiv du Montpelliérain N+B Architecture qui veut créer de la « mixité urbaine ».

Le problème c'est que derrière ces belles maximes on peine à entrevoir le visage du futur campus. On sait par exemple que la séparation entre la fac de sciences et

Les 325 millions de l'Etat à moitié débloqués

■ Depuis que Montpellier sait qu'il fait partie des sites retenus dans le Plan Campus, il attendait les 325 millions d'euros dus par l'Etat. Il les attend toujours mais la somme n'a jamais semblé aussi accessible. « Les fonds ont été débloqués en juillet », révèle Patrick Tondat. Puis tempère : « L'argent n'est plus à Bercy, mais il est bloqué au Trésor ». Il sera ensuite affecté à l'Agence régionale de la recherche (ANR) et débloqué « dès que le Pres de Montpellier signera son premier contrat de partenariat ». De quoi motiver les universités par ailleurs embourbées dans la course au projet d'initiative d'excellence (grand emprunt).

Pour ce qui est du Plan Campus, rappelons que si l'Etat donne 325 millions d'euros, la Région finance à hauteur de la moitié (162,5 millions) et la Ville met 60 millions.

R.C

Paul Valéry qu'est la route de Mende disparaîtra au profit de la ligne 5 du tramway. Ou encore que l'historique faculté de médecine sera reconstruite non loin du pôle chimie. Pour le reste, chacun y va de son projet plus ou moins avancé. Montpellier 3 propose un « Atrium », un lieu de vie étudiante multifonctions en haut de l'actuelle route de Mende. Le cabinet Hargreaves veut créer Hydropolis, une cité de l'eau pour « lier le vert et le bleu » sur les terrains de Montpellier 2. Son homologue N+B Architecture imagine un pôle de la connaissance partagée à la voie Domitienne. Quant au président d'Agglo Georges Frêche, il n'a pas enterré l'idée d'implanter sa dernière médiathèque dans le cœur du campus.

Les acteurs tablent sur la bonne entente pour éclaircir ce tableau bien flou. « Chacun se retrouve à sa place complémentaire. Personne n'empiète sur le territoire des autres », se félicite le maire Hélène Mandroux. Sauf que certains font déjà cavalier seul. C'est le cas de la Région qui finance à hauteur de 162,5 millions et construira elle-même, que cela plaise ou non, la fac de médecine, le pôle chimie et certains logements étudiants. « On va prendre la maîtrise d'ouvrage pour que les bâtiments soient construits dans 4 ou 5 ans », annonce Anne-Yvonne Le Dain comme une fin de non recevoir. Et la vice-présidente régionale à l'enseignement supérieur de justifier. « Si on attend l'Etat, on en a pour 15 ans ». Difficile dès lors de voir ce qui la pousse à parler de « signaux verticaux qui tendent vers la cohérence ».

REMY COUGNENC

▲ * Pôle de recherche et d'enseignement supérieur.

EN BREF

BLOCAGE L'université Paul-Valéry fermée, hier, après l'évacuation des occupants

Une cinquantaine d'étudiants qui entendaient passer la nuit à l'intérieur d'un amphi de l'université Paul-Valéry ont été évacués, mardi soir, par les forces de l'ordre. Cette intervention s'est déroulée vers 23 h et sans incidents alors que l'occupation nocturne de l'université avait été votée jusqu'à aujourd'hui, en assemblée générale, par une « majorité de circonstance », selon la présidence. « Au-delà du fait qu'elle dessert le mouvement social en cours, cette occupation est inacceptable pour la direction de l'université qui ne peut assurer, dans ces conditions propices à générer des incidents et des dégradations, la sécurité des personnes et des biens », explique-t-elle dans un communiqué. Pour l'Unef, en revanche, la décision apparaît bien hâtive « pour pas grand-chose ». Elle est assimilée à « une tentative de gêner le mouvement en cours ».

MIDI EXPRESS

Vendredi crucial pour l'université

René Ricol, le commissaire général à l'investissement, rattaché au Premier ministre,



sera à Montpellier demain. Il rencontrera les porteurs du projet d'université unique, susceptible d'être retenu au titre du Grand emprunt national. Avec cet emprunt, l'Etat veut notamment faire émerger une petite dizaine de « campus d'excellence » qui constitueront de fait les principaux pôles universitaires et de recherche de France. Montpellier espère bien être retenu. Le déplacement de René Ricol, juge la préfecture de Région, est « une réelle occasion de présenter le potentiel régional en matière d'investissements d'avenir ».

CONFÉRENCES

COLLOQUE/LECTURE Aujourd'hui, à partir de 10h, et vendredi, à partir de 9h30, à l'université Paul-Valéry (salle Camproux), le colloque « Relire, relire : Jean Tortel » réunira universitaires et écrivains autour de l'œuvre de ce poète, mort en 1993. Manifestation associée : le jeudi 21 octobre, à 17h15, lectures de textes de Jean Tortel, Gérard Arseguel, Jean-Marie Gleize, Jean-Luc Steinmetz, Jean Todrani (université Paul-Valéry, salle Camproux). Entrée libre.

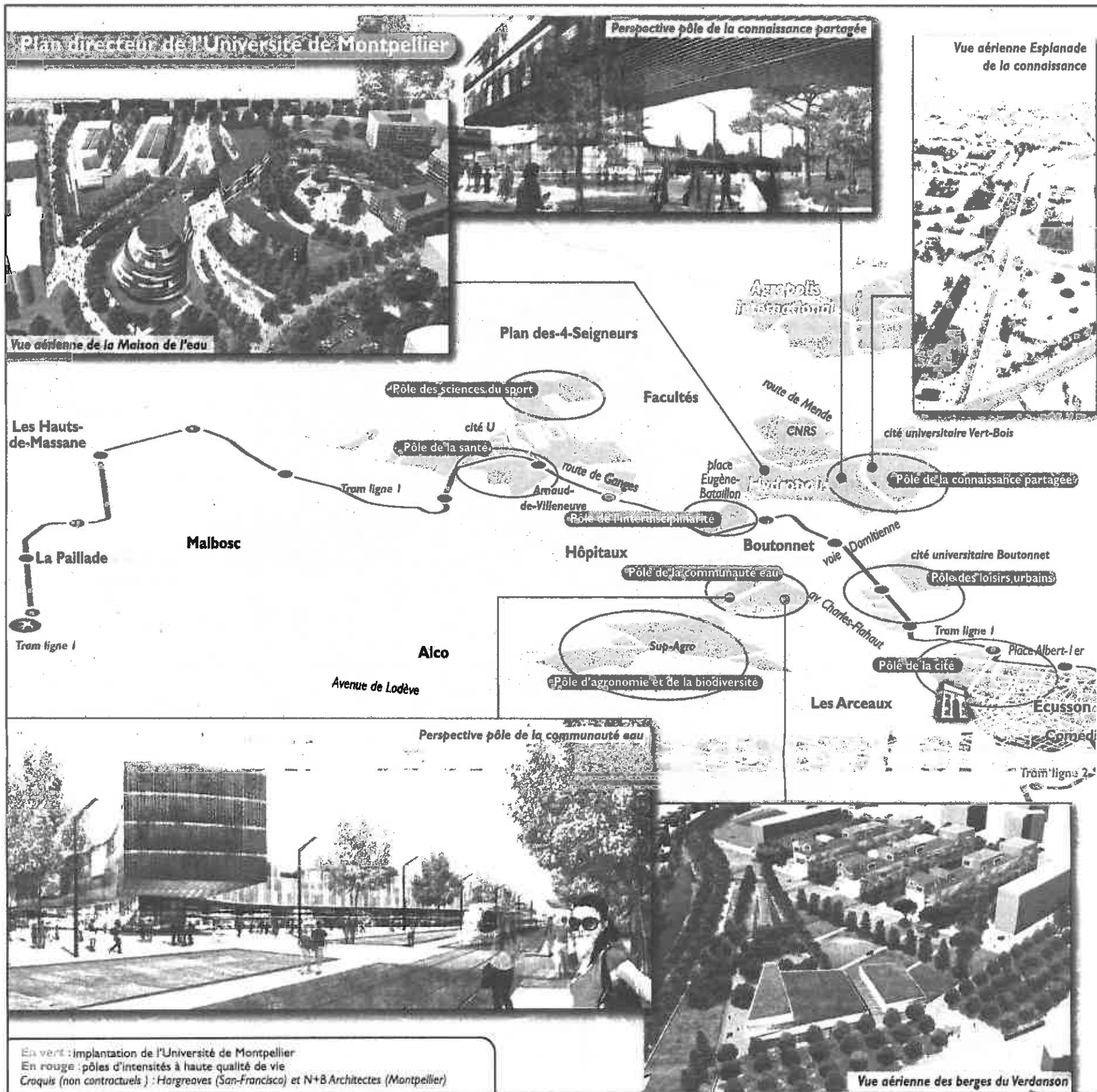


L'université Sud de France dévoile son nouveau visage

CAMPUS

Le Pôle de recherche et d'enseignement supérieur de l'université Montpellier Sud de France ayant désigné ses lauréats pour dessiner le campus du XXI^e siècle, on connaît mieux le visage de cette entité du futur. On peut, d'ores et déjà, en deviner quelques contours, ci-contre, en rappelant que ce projet d'envergure d'un coût d'environ 500 millions d'euros (dont 325 de dotations de l'État et 162,5 de la Région, la Ville et le Département participant également au niveau des voiries et des diverses accessibilités) ambitionne de doter Montpellier d'un super-campus organisé autour de six pôles d'excellence et apte à rivaliser avec l'élite internationale. Pour tutoyer cet objectif majeur, ont donc été choisis par le jury idoine le cabinet américain Hergreaves, qui devrait essentiellement s'attacher à la conception d'Hydropolis, le pôle de compétitivité eau à vocation mondiale. L'autre équipe lauréate réunit les Montpelliérains de N + B Architecte (sous la houlette d'Élodie Nourrigat et Jacques Brion), les Nimois de CD Architectes et les Japonais d'Hitoschi Abe, amenés à œuvrer plus particulièrement sur la requalification de la route de Mende qui, entièrement piétonne, séparera facs de lettres et de sciences. « Nous avons travaillé sur l'articulation ville-université, soulignait, hier, Élodie Nourrigat. Ce que l'on nous demande, c'est une vision stratégique à l'horizon 2040. Alors, nous avons pensé un campus habité pour une ville sensorielle, avec des programmes qui doivent pouvoir servir la vie de l'université et celle du quartier. Et puis, on voulait aussi un campus hyper durable, qui prend en compte la spécificité de la ville, installée sur un territoire méditerranéen. »

Vincent COSTE



Paul Valéry débloquée

Les étudiants de l'université des Lettres Paul Valéry de Montpellier ont décidé à une large majorité de voter pour la reprise des cours hier. A la suite d'une assemblée générale qui a réuni plus de 1200 étudiants et où les « anti-bloqueurs » se sont rendus en masse, les propositions de blocage partiel ou total de l'université ont été rejetées.

Hérault

Retraites. La direction a fait évacuer puis fermer la fac de lettres jusqu'à lundi. L'Unef accuse l'Elysée de vouloir avorter la mobilisation. Hier, des salariés ont interpellé une sénatrice UMP.

Paul-Va claque la porte au nez des étudiants

A la question : les étudiants vont-ils reprendre le flambeau laissé par les lycéens le temps d'une semaine de vacances ? le gouvernement vient sans doute d'apporter sa réponse. Il n'en est visiblement pas question pour l'Elysée qui depuis le CPE craint la jeunesse comme la peste.

Tandis que la plupart des universités des sciences (dont celle de Montpellier) s'apprêtent elles aussi à prendre une semaine de repos, au moins quatre universités des lettres ont été brutalement fermées hier : Rennes 2, Lyon, Saint-Étienne et Paul Valéry à Montpellier. Officiellement pour « raisons de sécurité » décrétées par les directions. Résumons-nous. Lycéens et étudiants scientifiques en vacances. Ceux de lettres priés de rentrer chez eux, après s'être fait claquer la porte au nez. Voilà une drôle de coïncidence qui tombe à pic pour certains mais à laquelle ne croit absolument pas le premier syndicat étudiant. « Le gouvernement essaie de tuer le mouvement dans l'œuf » dénonce Gabriel Holard. Le président de l'Unef Montpellier n'est pas sans savoir que mobiliser en assemblée générale est quasi impossible hors des murs de l'université. « S'il n'y a plus de blocage, les étudiants rentrent chez eux ». Autrement dit : ils ne font plus connaître leur mécontentement dans l'action.

C'est selon toute vraisemblance ce qui va se passer à Paul Valéry, fac morte jusqu'à lundi 6h30 du matin. Dans la nuit de mardi à mercredi, la police est venue déloger la soixantaine d'étudiants qui occupaient l'amphi A. La direction en a donné l'ordre. Ainsi que celui de fermer l'établissement. La question est de savoir si les injonctions sont venues, comme le pense l'Unef, du pouvoir central.

L'Unef : « La direction de Paul Va a changé d'avis »
Patrick Paris dément. « Il n'y a pas eu de préconisations du ministère. La décision a été prise par Cécile Poussard* parce que l'occupation n'était pas tenable pour des raisons de sécurité ». Le directeur de cabinet de la présidente Anne Fraisse, en déplacement à Shanghai jusqu'à lundi, invoque la « menace » au sein du campus de « bandes, pas forcément étudiantes », qui auraient commis des dégradations dans le bâtiment administratif, notamment sur une borne de rechargement. « Ce n'était pas rassurant pour les personnels », abonde P. Paris pour qui la direction avait « joué le jeu jusqu'ici ».



Sur décision manu militari de la direction, l'université Paul Valéry de Montpellier sera fermée jusqu'à lundi matin. A la mairie de Saint-Aunès, syndicalistes CGT, CFDT et FSU ont tenté d'interpeller la sénatrice UMP.



Selon lui, les choses étaient claires avec les étudiants : pas d'occupation de nuit et pas d'évacuation. Ce que nie l'Unef. « On avait passé un deal avec eux : pas de fermeture. La direction nous l'a encore promis mardi soir. Et dans la nuit de mardi à mercredi, elle a changé d'avis », déplore Gabriel Holard. Le président de l'Unef est d'autant plus suspicieux qu'il avait été étonné que les corpos, réputées de droite, votent en AG l'occupation de nuit aux côtés de la poignée d'irréductibles anarchistes. « Ils savaient qu'en cas d'occupation la police allait débarquer ». Là encore P. Paris s'en défend arguant que l'utilisation de la force fait le jeu du mouvement. « Ce serait un aveu d'échec pour le ministère de faire appel aux forces de l'ordre et de faire fermer des établissements ». C'est mal connaître le jusqu'au-boutisme du locataire de l'Elysée.

REMY COUGNENC

* Vice-présidente du conseil des études et de la vie universitaire.

Christian Ventura (CGT) : « Nous devons continuer à faire parler la démocratie »

■ Du côté des syndicats, les actions se multiplient. « Il faut continuer à alimenter toutes les initiatives à mettre en œuvre pour faire plier le gouvernement ! », assène Christian Ventura, co-secrétaire départemental de la CGT. Hier midi, il faisait partie de la trentaine de manifestants rassemblée devant la mairie de Saint-Aunès. Objectif : convaincre la sénatrice maire Marie-Thérèse Bruguière (UMP), de voter contre le projet de réforme des retraites. « Dans la perspective des cantonales, cette action sert à rappeler aux parlementaires qu'ils ne sont pas élus n'importe comment et qu'ils doivent rendre des comptes », souligne Jacques Artières, secrétaire départemental de la CFDT, également de la partie. Déterminés à rencontrer l'élue, après une séance de distribution

de tracts aux automobilistes, les militants ont pénétré dans l'enceinte de l'Hôtel de ville. En l'absence de la sénatrice, à Paris depuis plusieurs jours, c'est le secrétaire de mairie qui les a reçus, les invitant à s'installer dans la salle du conseil. Conciliant, il les a mis en relation avec l'attaché parlementaire de M.-T. Bruguière, allant jusqu'à composer le numéro de téléphone.

Haut-parleur branché pour que tous autour du standard puissent entendre les réponses de Philippe Leclerc, Patrick Dhainaut, co-secrétaire départemental CGT, a alors pris la parole au nom de la CGT-CFDT-FSU. « 70 % de la population est contre ce projet, à Saint-Aunès comme ailleurs. Les élus du peuple ne peuvent pas voter une loi contre le peuple. » Après avoir pro-

mis de faire passer le message, l'attaché parlementaire a convenu d'un rendez-vous dès ce matin à Mauguio pour apporter la réponse de la sénatrice aux syndicalistes.

Quelle qu'elle soit, elle n'entamera pas la détermination des militants. Bruno Gagne, secrétaire de l'union locale CGT a déjà recensé des assemblées générales dans de nombreux secteurs programmées la semaine prochaine, soit après le vote de la loi. « Il faut continuer la pression sur le gouvernement, on sent qu'il n'est pas à l'aise et qu'il ne cesse pas de repousser le vote (pas avant dimanche selon les informations de Philippe Leclerc, ndlr), estime Christian Ventura. Nous devons continuer à faire parler la démocratie. C'est ce qu'on est en train de réapprendre à nos élus. »

MARINE DESSEIGNE

Retraites **Blocage levé et mobilisation à la baisse**

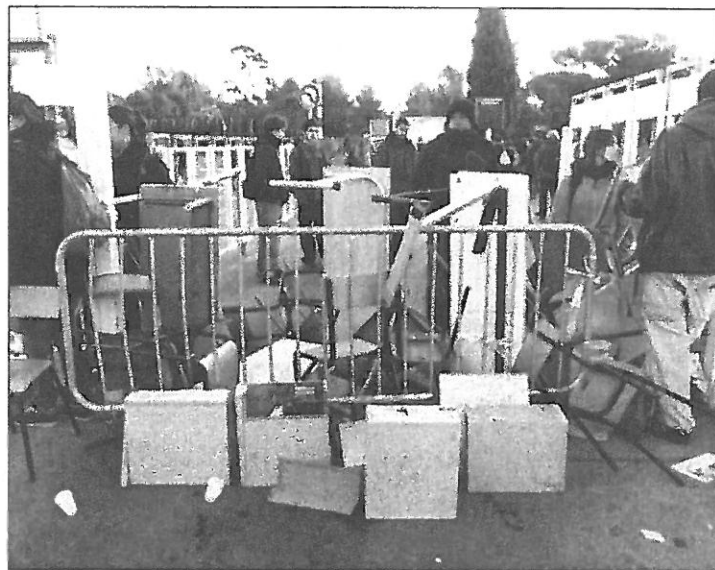
SOCIAL

→ **Les universités retrouvent les cours. Les lycéens attendent. Le mécontentement reste pourtant très fort**

Il y avait foule, hier après-midi, à l'université Paul-Valéry. À l'issue de six heures d'assemblée générale, la majorité des 1 500 étudiants présents a voté la levée du blocage des universités montpelliéraines.

« Beaucoup d'étudiants se sont sentis pris en otage... On les traitait de fasciste, capitaliste et on se faisait menacer », témoignait dans un mail victorieux une étudiante de Paul-Valéry.

À l'instar de cette décision, la mobilisation autour de la réforme des retraites s'estompe. Anne Pernet, lycéenne à Clemenceau et secrétaire générale de l'UNL (Union nationale des lycéens), faisait partie des premières à suivre la mobilisation. Mais désormais, elle estime que « la bataille de l'opinion a été gagnée. Grâce à nous, le mouvement s'est organisé et on s'est largement mobilisés. On appelle à la manifestation de demain, nous



Le 21 octobre, la fac de sciences était bloquée. Hier, le campus de lettres a voté la levée du blocus. ML et DR



distribuerons des tracts mais nous suivons le mouvement initié par les salariés. On n'a pas vocation à anticiper le mouvement », expliquait, hier soir, la jeune syndicaliste.

Dans l'attente des décisions sur la suite du mouvement, la plupart des syndicalistes estiment que le mécontentement reste très fort. Comme Patrick Dainhaut, responsable de l'union départementale de la CGT : « Les grèves se sont arrêtées, c'est un fait. Mais

personne ne veut arrêter. Il persiste une vague de mécontentement très profond pouvant aller à la haine de n'avoir pas été entendu. »

En attendant le nouveau défilé de demain, qui ne devrait pas attirer les foules et donc pas changer la face des négociations, Patrick Dainhaut estime pourtant que « cette loi est en sursis. Ce n'est qu'une question de temps. Elle ne fera pas long feu car il y a des élections à venir. »

Dès lors, la bataille aura moins lieu dans la rue que dans les urnes ? « Le gouvernement cherche le pourrissement. Il dira : 'Puisque plus personne ne manifeste, c'est qu'ils sont d'accord avec nous'. On a bien conscience qu'après huit manifestations, il y a moins de monde. Mais cela ne traduit pas un abandon du mouvement. Bien au contraire. » ●

Yannick POVILLON

Université Sud de France présentée à Nicolas Sarkozy

À l'occasion d'une visite à l'exposition *Douze campus du XXI^e siècle*, le président de la République, Nicolas Sarkozy, a tenu à découvrir l'état d'avancement de projets qu'il a lui-même initiés via le plan Campus.

Selon l'Université Montpellier Sud de France, le chef de l'État, qui était accompagné par Valérie Pécresse et Frédéric Mitterrand, respectivement ministres de l'Enseignement supérieur et de la Culture, a accordé un entretien particulier à quatre sites sur les douze présen-

tés : ceux de Bordeaux, Condorcet, Aix-Marseille et Montpellier.

Le président, après s'être attardé devant films 3D, vues aériennes et autres maquettes, a profité de cette visite pour annoncer le lancement des 58 premiers chantiers nationaux, dont ceux relatifs au campus montpelliérain. Aux premiers rangs desquels l'on retrouve, pour des travaux en partenariat avec le Crous, les réhabilitations des cités universitaires de la Colombière, du Triolet, un bâtiment de Boutonnet et la Cité des cigales pour Sup'Agro. ●



Vue aérienne de la future maison de l'eau. Cabinet Hargreaves

Universités Montpellier veut devenir une « ville campus »

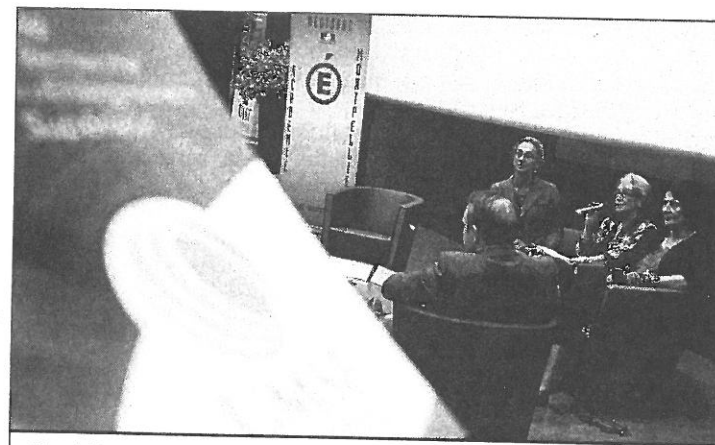
RAPPEL

→ Les lauréats du concours "Université et Urbanisme" ont été annoncés hier

Deux équipes *ex aequo* ont été choisies pour porter le projet qui doit faire de l'Université Montpellier Sud de France (UMSF) l'un des fleurons de la vie universitaire (53 000 étudiants, 3 200 chercheurs et enseignants).

Comme l'a rappelé la présidente du Pôle de recherche et d'enseignement supérieur, Dominique Deville de Périère, Montpellier se situe actuellement à la 215^e place du classement de Shanghai (des 500 premières universités mondiales) dominé depuis huit ans par Harvard, aux Etats-Unis.

L'objectif avoué de l'opération Campus est de permettre à la future UMSF - fusion des



Hier à l'Institut de botanique de Montpellier. Photo Franck VALENTIN

trois universités montpelliéraines au 1^{er} janvier 2012 - d'intégrer les pôles pluridisciplinaires d'excellence français et de se hisser à l'une des cent premières places mondiales. Dans cette perspective, le concours "Université et urbanisme" avait reçu la candidature de vingt équipes internationales.

A l'issue de « discussions vigoureuses », selon la vice-présidente du Conseil régional Anne-Yvonne Le Dain, le jury présidé par Andréa Leers (Harvard School of design) a désigné deux lauréats : l'équipe Hargreaves (San Francisco) qui a privilégié une approche paysagère et l'influen-

ce de l'eau et les Montpelliérains de N + B architectes, associés au japonais Hitoschi Abe, qui ont opté pour la mixité urbaine d'une « ville campus ».

« Il faudra synthétiser ces projets et adapter le plan d'urbanisme municipal », a souligné la maire de Montpellier, Hélène Mandroux. « Ce projet nous engage pour les 20 à 25 ans à venir », a-t-elle souligné. L'opération Campus, qui modifiera donc en profondeur et durablement le visage de la ville de Montpellier, est soutenue financièrement par l'Etat (325 millions d'euros), la Région (162,5 M€) et la Ville de Montpellier (60 M€).

Premiers bâtiments appelés à sortir de terre « d'ici 4 à 5 ans », la nouvelle faculté de Médecine et le Pôle Chimie Ballard, dont la Région sera maître d'ouvrage. ●

Philippe MOURET

Montpellier Les universités pourraient rater le gros lot

RAPPEL

→ L'État prépare la création, en France, de huit sites universitaires de dimension mondiale. Montpellier est sur les rangs, mais...

« Montpellier, c'est l'endroit où j'ai vu le projet le moins structuré... » Hier, à la préfecture de Région, René Ricol n'a pas été tendre avec les universités montpelliéraines.

René Ricol, commissaire général à l'investissement, est chargé, sous l'autorité de François Fillon, d'évaluer les projets qui seront financés par le Grand emprunt : pas moins de 35 milliards d'euros à injecter pour rendre la France plus compétitive. C'est dans ce cadre que doivent être créés des sites universitaires capables de rivaliser



Hier, René Ricol, commissaire général à l'investissement, a été ferme.

avec Harvard ou Oxford. Pour y arriver, l'État promet du coup de mettre beaucoup d'argent sur ces sites baptisés « initiatives d'excellence ». De fait, s'ils voient le jour, ces futurs sites constitueront demain les principales universités de France, qui attireront

étudiants et chercheurs de haut niveau, au détriment des autres pôles d'enseignement supérieur.

Pour Montpellier, l'enjeu est de taille. Ses universités espèrent, en conséquence, faire partie des sites retenus qui ne seront, a dit René Ricol,

pas plus de huit. Le commissaire général à l'investissement a donc rencontré hier les présidents des universités montpelliéraines. Qui lui ont présenté leur projet, ou plutôt leurs projets... Car il y en a deux. C'est bien là le problème. « Je me suis déjà rendu sur onze sites candidats. Mais c'est la première fois, ici, qu'on me présente deux projets », s'est étonné René Ricol qui demande aux présidents d'université de se mettre d'accord sur une gouvernance de leur projet... Bref, de s'entendre. Ce qui n'est pas gagné.

Or, le temps presse. Car les huit sites devront, selon le calendrier annoncé par René Ricol, être choisis d'ici à la fin juin, par vagues successives. « Si les acteurs ne font pas converger leur vision, ils verront passer les trains... », a résumé René Ricol. ●

Pierre BRUYNNOGHE

Photo F. VALENTIN



En panne

À quoi joue l'université ?



Même René Ricol, commissaire général à l'investissement, n'en revient pas. Les trois universités montpelliéraines sont incapables de se mettre d'accord pour présenter un projet commun afin de bénéficier d'une partie de l'importante manne financière du Grand emprunt. Et au lieu de trouver un consensus, elles lui soumettent non pas un mais deux projets.

Alors, de deux choses l'une : ou les histoires d'ego entre les présidents cessent et tout va bien, ou Montpellier verra passer les trains. Encore une fois. ●

Urbanisme : un nouveau campus pour réveiller l'université

Deux agences d'urbanisme vont chambouler le visage de l'université de Montpellier. Elles viennent de remporter le concours international lancé dans le cadre de l'Opération campus.



Amphis réaménagés, cités U réhabilitées, végétation redéployée, circulation des voitures et des piétons repensée, entreprises privées et commerces invités à venir s'implanter... Les deux lauréats du concours d'urbanisme, lancé en juillet 2010 par le Pres*, entendent révolutionner le site universitaire de Montpellier.

Leurs projets, dévoilés le 16 octobre, poursuivent un même objectif : hisser les installations de Montpellier au niveau des meilleures universités mondiales. Les dirigeants de l'Opération campus espèrent ainsi pouvoir rivaliser avec Cincinnati, Philadelphie (USA) ou même Cambridge (Angleterre). Ils devraient disposer pour ce faire de plus de 500 millions d'euros apportés par l'État et les collectivités locales (Région et Ville).

Restructuration de la ville

Les deux agences sélectionnées - Hargreaves de San Francisco et N + B Architectes de Montpellier - doivent à présent confronter leurs deux visions du site. "À nous de les rendre complémentaires", s'engage Patrick Tondat, directeur général du Pres, délégué à l'Opération campus.

Le point fort du projet d'Hargreaves est d'avoir mis en avant un "pôle eau" : "Ils ont carrément créé une cité de l'eau qui devrait donner une identité de marque au campus, avec un grand bâtiment qui est l'élément phare et symbolique de leur proposition", se réjouit Dominique Deville de Perrière, présidente du Pres.

Pour l'autre projet, porté par les Montpelliérains Élodie Nourrigat et Jacques Brion, c'est le travail de liaison entre les universités qui a séduit le jury. "Ils proposent de requalifier complètement la route de Mende et de la rendre sans voitures, affirme Patrick Tondat. Leur idée est d'avoir un axe est-ouest très fort qui relie l'université Paul-Valéry et l'université des sciences et techniques." Piétonner la route de Mende ? Côté mairie, on émet déjà de sérieuses réserves. Mais les discussions ne font que commencer : les deux projets qui viennent d'être sélectionnés jettent les bases d'une restructuration de la ville qui devrait s'étaler sur les vingt prochaines années.

YANN VOLDOIRE

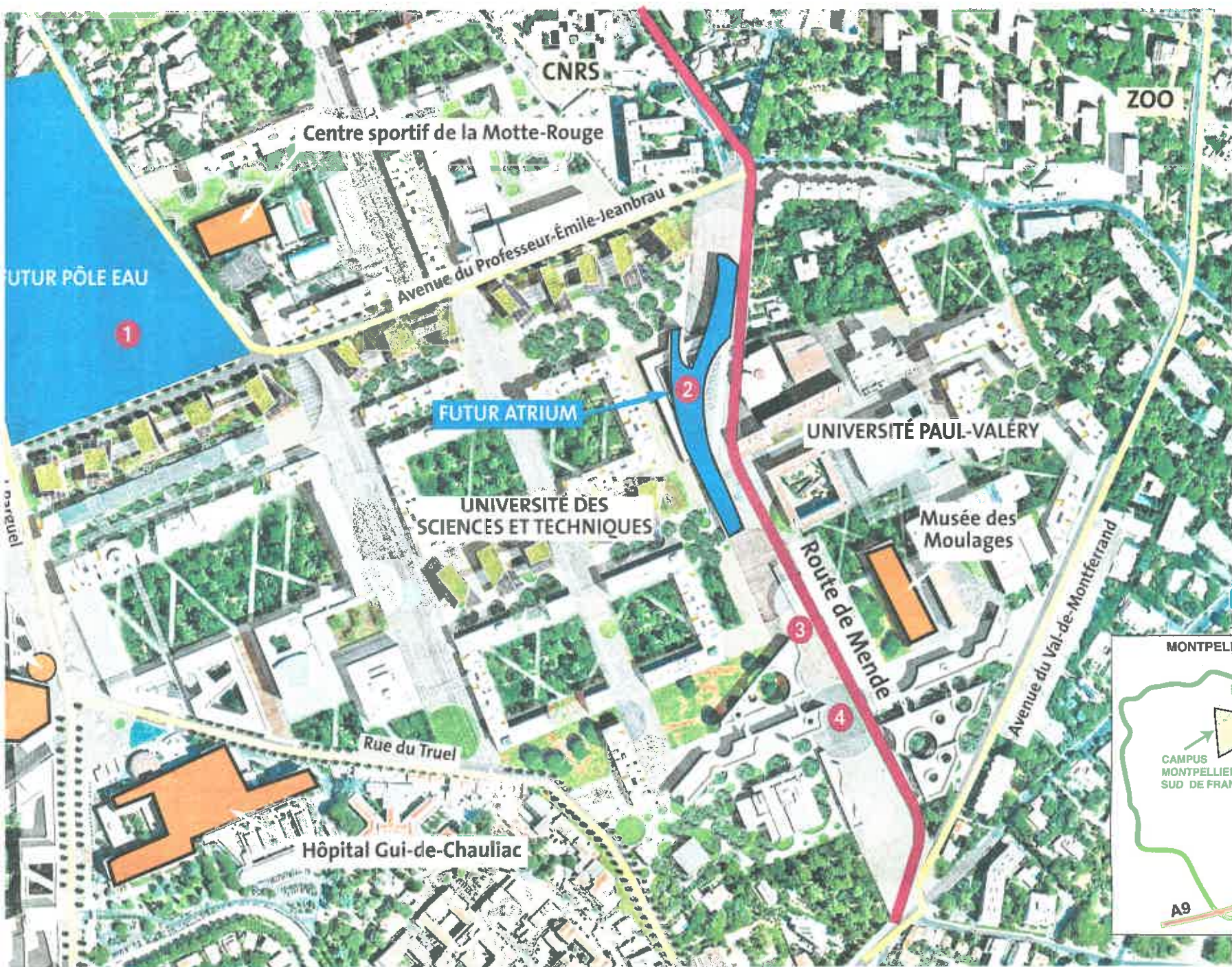
* Pres : pôle de recherche et d'enseignement supérieur qui coordonne l'ensemble des Opérations campus.

1 PÔLE EAU. Élément phare de la proposition de l'agence américaine Hargreaves, ce grand bâtiment (à gauche) devrait accueillir les installations du "pôle de compétitivité à vocation mondiale" dédié à l'eau. Un moyen pour le campus de Montpellier de se distinguer et de marquer son excellence dans un domaine clé. Autour de ce bâtiment, un hôtel, des logements étudiants et un centre d'affaires pourraient être créés.

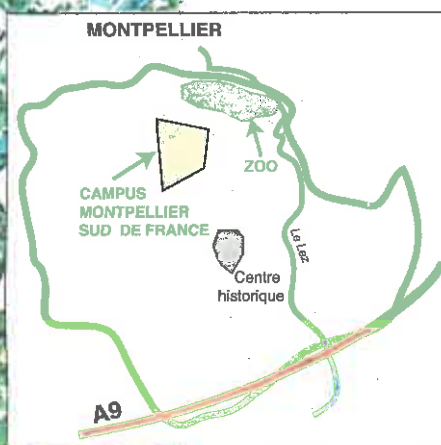


1 HYDROPOLIS. Le projet Hargreaves propose de placer le campus dans une continuité paysagère où l'eau est omniprésente et de créer une cité de l'eau (Hydropolis) autour du grand bâtiment du "pôle eau".

3 LA ROUTE DE MENDE piétonnisée devient la nouvelle entrée du nouveau campus. "Aujourd'hui la route de Mende est une frontière, explique l'architecte Élodie Nourrigat (N + B Architectes). Nous proposons de la transformer en esplanade de la connaissance. On pourra installer l'Atrium et dégager l'parvis qui remet en scène le très beau musée des Moulages."



CŒUR DE CAMPUS. L'un des objectifs de l'Opération campus est de relier les sites universitaires entre eux. Pour ce faire, la route de Mende, piétonnisée et restructurée, devient l'axe central du nouveau cœur du campus. Cette voie, où passera la ligne 5 de tram en 2016, fera la liaison entre l'université des lettres Paul-Valéry et l'université des sciences et techniques. Le futur Atrium s'installera le long de cet axe. Le futur "pôle eau", avec son grand bâtiment (voir photo page 20), devrait être implanté au nord du site de Montpellier 2.



2 L'ATRIUM. Ce bâtiment devrait devenir l'un des symboles forts du campus. Il servira de guichet pour les inscriptions, de cafétéria, de hall d'expo, de bibliothèque... et accueillera peut-être quelques commerces (librairies...). Les dirigeants de l'Opération campus veulent en faire un "learning center", à l'image de ce qui se pratique à l'étranger.



4 PÔLE DE LA CONNAISSANCE PARTAGÉE. Deux bâtiments face à face, de part et d'autre de la route de Mende, symbolisent la liaison entre les universités.